

Nouvelle
Calédonie

Bilan économique et social

 Selectys



Bilan économique et social 2011

■ Conjoncture économique

Une économie qui demeure bien orientée

■ Emploi

Une progression de l'emploi privé

■ Marché du travail

Une baisse continue du chômage

■ Balance commerciale

Une bonne année pour les exportations

■ Création d'entreprises

Le dynamisme de la création d'entreprises se poursuit

■ Production métallurgique

Une année favorable au nickel

■ Construction

L'activité du BTP reste vigoureuse

■ Tourisme

Une année exceptionnelle pour le tourisme

■ Chiffres clés

ÉCONOMIE DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

L'économie calédonienne demeure bien orientée

L'économie calédonienne résiste en 2011 malgré une conjoncture mondiale défavorable et quelques inquiétudes locales.



tributaire de l'international notamment pour ses approvisionnements, la Nouvelle-Calédonie subit les contrecoups de la conjoncture mondiale. Pour autant, l'économie calédonienne continue, en 2011, de tirer profit d'un contexte intérieur favorable, même si des signes de prudence ou des inquiétudes apparaissent.

Le territoire tributaire des marchés internationaux

Même si les exportations du territoire sont à leur meilleur niveau après l'exceptionnelle année 2007, le déséquilibre commercial continue de se creuser. En effet, les importations continuent d'augmenter fortement, tirées par les approvisionnements massifs et conjoncturels liés à la construction de l'usine du Nord et par le début de la production de Vale NC.

Les importations de produits agricoles se sont également accentuées. La stabilité de la production locale a rendu nécessaire des apports complémentaires notamment en viandes (bovine et volailles), ainsi qu'en fruits et légumes.

Par ailleurs, la hausse des cours mondiaux des matières premières agricoles et du pétrole, de même que la dépréciation du F.CFP vis-à-vis des dollars australiens et néo-zélandais, se répercutent sur la facture des importations. Ainsi, elles augmentent de +8% pour les produits alimentaires et de +15% pour les pétroliers.

La hausse mondiale des prix des matières premières se répercute également sur l'inflation du territoire. Ainsi, l'alimentation et l'énergie (particulièrement les carburants) contribuent pour près des deux tiers à l'inflation annuelle (+2,6% sur un an fin décembre). Néanmoins, la demande intérieure est restée très bien orientée.

En 2011, la consommation des ménages reste soutenue grâce à une situation du marché du travail bien orientée et à la revalorisation du salaire minimum garanti (SMG) et des salaires minimums conventionnels du secteur privé. Le marché du travail est dynamique : le nombre de demandeurs d'emploi baisse sur un an, spécialement en province Nord, et le nombre d'offres d'emploi déposées progresse fortement en province Sud et dans une moindre mesure en province Nord. L'emploi salarié progresse de 3% sur un an, plus particulièrement dans les activités de services (+4%) et dans l'industrie (+6%).

La hausse du SMG (+6% sur un an) stimule la consommation. En dix ans, le salaire minimum est passé de 100 000 F.CFP par mois à 140 000 F.CFP en 2011 soit une augmentation de 40%, largement supérieure à la hausse des prix sur la même période (+18% hors tabac). D'autres décisions auront une incidence financière favorable en 2012, telles que l'entrée en vigueur du minimum vieillesse et du complément retraite de solidarité qui bénéficieront aux personnes âgées, ou l'instauration d'une aide à la continuité pays pour les résidents des îles Loyauté.

En 2011, les ménages épargnent moins (+6% sur un an contre +9% un an avant). À l'inverse, ils recourent davantage à l'endettement, principalement pour l'habitat, qui augmente de 8% sur un an, reflet d'un investissement immobilier dynamique. Le nombre de logements bénéficiant d'une attestation de conformité du Comité Territorial des Usagers de l'Électricité (COTSUEL) est en hausse,

La demande intérieure locale reste favorable

surtout en province Nord.

Les entreprises ont davantage investi en 2010, comme en attestent les crédits d'investissement et de construction. L'activité touristique a bénéficié de l'arrivée nombreuse de touristes et de croisiéristes. Ce contexte a favorisé la création d'entreprises, particulièrement dans les services aux entreprises et l'immobilier.

Le secteur du nickel a aussi été très porteur : la production métallurgique augmente, tirée par la montée en production de Vale NC. Les exportations du territoire, composées à 94% de produits à base de nickel, bénéficient de la hausse des cours sur un an. Le reste des ventes à l'extérieur se répartit principalement entre les produits de la mer. Le marché international est favorable aux thons et aux holothuries.

Le dynamisme du secteur du nickel se traduit dans le domaine de la production d'énergie qui augmente pour faire face aux besoins croissants de l'industrie métallurgique.

Quelques signes d'inquiétude apparaissent

Ce panorama globalement favorable masque certaines fragilités. Les ménages calédoniens

sont davantage vulnérables aux incidents de paiement et certains postes de dépenses marquent le pas : leurs achats de véhicules neufs sont stables sur un an et ils voyagent moins qu'en 2010. Leurs crédits à la consommation augmentent moins vite qu'en 2010. Malgré la hausse du SMG, les ménages sont préoccupés par leur pouvoir d'achat. Leurs préoccupations se sont manifestées par des marches contre la vie chère en milieu d'année.

Par ailleurs, en dépit d'une activité encore dynamique, les chefs d'entreprise sont plus pessimistes : le climat des affaires se dégrade au fur et à mesure de l'année et la perspective de "coups de rabet" sur le dispositif de défiscalisation les inquiète.

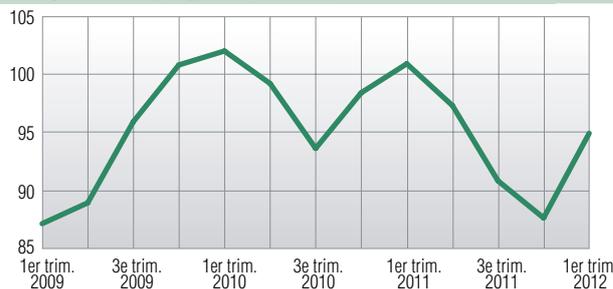
Tendance en 2011

Demandes d'emploi	-
Voyages des Calédoniens	-
Inflation	=
Extraction minière	=
Immatriculations de véhicules neufs	=
Agriculture	=
Pêche	=
Transport maritime	=
Énergie	+
Tourisme	+
Aquaculture	+
Importations	+
Exportations	+
Production métallurgique	+
Emploi salarié	+
Offres d'emploi	+
BTP	+
Transport aérien	+

Un 1^{er} trimestre 2012 mitigé

Sur le 1^{er} trimestre 2012, les chefs d'entreprises sont plus confiants quant à leurs investissements et

Évolution trimestrielle de l'indicateur de climat des affaires* (100 = moyenne de longue période)



* L'indicateur de climat des affaires s'interprète de la manière suivante : plus il est élevé, plus les chefs d'entreprise évaluent favorablement la conjoncture. Un niveau supérieur à 100 signifie que l'opinion des dirigeants d'entreprises interrogés sur la conjoncture est supérieure à la moyenne sur longue période.

Source : IEOM

leur trésorerie mais moins pour leurs prévisions d'activité. Pourtant, l'entrée en production des deux usines métallurgiques devrait continuer de stimuler les activités induites. Mais les cours du nickel baissent sur un an, pénalisant les exportations de nickel et les cours mondiaux des matières premières continuent d'augmenter. Le renchérissement des cours des matières premières ne s'est pas encore complètement répercuté sur l'inflation locale qui ralentit entre

mars 2012 et mars 2011.

En début d'année, le nombre de demandeurs d'emploi continue de reculer, mais l'emploi salarié augmente nettement moins vite qu'au cours de la période précédente. Les touristes sont encore plus nombreux à se rendre sur le territoire. À l'inverse, les Calédoniens partent moins souvent en voyage que début 2011, mais l'assouplissement des dispositifs d'aide à la continuité territoriale pourrait renverser la tendance.

EMPLOI SALARIÉ

L'emploi privé progresse vigoureusement

En 2011, l'emploi salarié progresse de 3,4% soit près de 3 000 salariés supplémentaires en un an. Avec 2 600 salariés de plus, le secteur privé est à l'origine de ce dynamisme. Il affiche une croissance de 4,2% contre 1,2% dans le secteur public.

E

En 2011, les effectifs salariés déclarés à la CAFAT s'élèvent à 87 740 personnes, soit une progression annuelle de 3,4%. Après avoir nettement ralenti en 2009, la croissance annuelle accélère pour la 2^e année consécutive.

Le secteur privé explique l'essentiel de cette hausse

Sur les 2 860 salariés supplémentaires enregistrés auprès de la CAFAT, 90% proviennent du secteur privé.

Avec 63 600 personnes, le secteur privé déclare 2 600 salariés de plus qu'en 2010 soit une croissance annuelle de 4,2%, légèrement supérieure à la moyenne des dix dernières années. En 2011, le secteur privé concentre près des trois quarts de l'emploi salarié total.

Avec 24 150 salariés, le secteur public enregistre quant à lui, 280 salariés de plus qu'en 2010, soit une augmentation de 1,2%. Le rythme de croissance annuel des

Évolution de l'emploi salarié par secteur d'activité (moyenne annuelle)

	Effectif		Variation	
	2010	2011 p	Nbre	%
Emplois salariés par secteur				
Secteur privé	61 009	63 588	2 579	4,2
Secteur public	23 871	24 151	280	1,2
Total	84 880	87 739	2 859	3,4
Emplois salariés du secteur privé				
Agriculture	2 269	2 379	110	4,8
Agriculture, chasse, sylviculture	1 832	1 909	77	4,2
Pêche, aquaculture	437	470	33	7,6
Industries	10 982	11 631	649	5,9
Industries extractives	1 383	1 508	125	9,0
Industries manufacturières	8 741	9 207	466	5,3
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	858	916	58	6,8
Construction	8 735	9 135	400	4,6
Services	39 024	40 446	1 422	3,6
Commerce, réparation automobile et d'articles domestiques	9 470	9 789	319	3,4
Hôtels et restaurants	4 166	4 552	386	9,3
Transports et communications	4 641	4 591	-50	-1,1
Activités financières	1 791	1 814	23	1,3
Immobilier, location et services aux entreprises	7 133	7 491	358	5,0
Administration publique	749	784	35	4,7
Éducation	2 744	2 735	-9	-0,3
Santé et action sociale	2 031	2 362	331	16,3
Services collectifs, sociaux et personnels	2 742	2 854	112	4,1
Services domestiques	3 528	3 442	-86	-2,4
Activités extra-territoriales	29	32	3	10,3
Total secteur privé	61 009	63 588	2 579	4,2

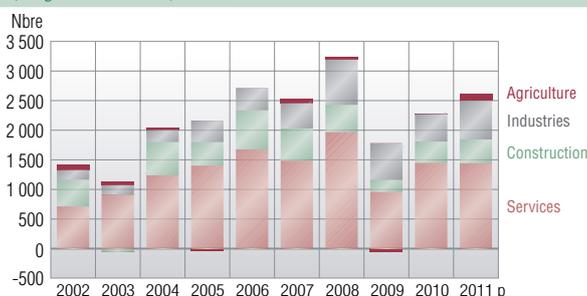
Sources : CAFAT, ISEE

Unités : nbre, %

salariés dans le secteur public ne cesse de décroître ces dernières années. Parmi les 280 salariés

supplémentaires, les trois quarts sont des fonctionnaires et un quart, des contractuels. Sur les 24 150 salariés du public, 62% sont des fonctionnaires et un quart, des contractuels.

Évolution du nombre de salariés supplémentaires dans le secteur privé (moyenne annuelle)



Sources : CAFAT, ISEE

Dans le privé, la création d'emploi concerne à 55% les services, à 25% l'industrie, à 16% la construction et à 4% l'agriculture.

Les services affichent une progression annuelle de leurs effectifs de 3,6% soit 1 420 salariés supplémentaires. Ils emploient près de 64% des employés du privé.

La croissance du secteur privé est tiré par les activités de services

Calcul de l'emploi-salarié

Les statistiques de l'emploi salarié concernent les salariés et les fonctionnaires, mais ne comptabilisent pas les travailleurs indépendants. Sur la base des déclarations trimestrielles des employeurs au régime d'assurance maladie, elles présentent le nombre de personnes ayant travaillé au cours du trimestre même pendant une durée limitée, par opposition à des statistiques en nombre d'emploi en équivalent temps plein. Toutefois, l'ISEE effectue une pondération par le nombre de contrats : le salarié qui a deux contrats actifs le jour où les statistiques sont calculées comptera pour 1/2 dans chacun de ses contrats.

Les données présentées ici concernent la moyenne des employés déclarés au RUAMM au cours des quatre trimestres de l'année 2011.

La croissance des effectifs est attribuée principalement à quatre secteurs : "les hôtels et restaurants" (+390 salariés), notamment grâce au rebond du tourisme qui a favorisé les embauches dans l'hôtellerie et la restauration ; "l'immobilier, la location et services aux entreprises" (+360) avec notamment l'intérim, le gardiennage et les activités d'ingénierie ; la "santé et l'action sociale" (+330) et le "commerce" (+320), toujours soutenu par une consommation bien orientée.

L'industrie, a été très créatrice d'emplois (+6%). Elle enregistre 11 630 salariés soit 650 de plus qu'en 2010. Ces créations sont réparties dans les "industries manufacturières" (+470 salariés, principalement dans les industries métallurgiques et alimentaires) et dans une moindre mesure, dans les "industries extractives" (130) et la "production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau" (60).

Croissance confirmée dans le BTP

En 2011, la construction emploie 9 140 salariés, soit 400 salariés de plus qu'en 2010 (+4,6%). Les créations d'emploi ont de nouveau été vigoureuses, confirmant les bons résultats de 2010. Toutefois, la croissance de l'emploi dans le BTP reste inférieure à la moyenne des dix dernières années. Les salariés supplémentaires dans la construction sont essentiellement répartis dans les entreprises d'ouvrages d'art, les travaux de maçonnerie et l'installation électrique.

En 2011, la construction concentre un peu plus de 14% des salariés du secteur privé.

L'agriculture a recruté 110 salariés supplémentaires sur un an : 2 380 salariés en 2011 contre 2 270 salariés en 2010. Ces créations sont réparties dans "l'agriculture, chasse et sylviculture et dans les services annexes" (+80) et dans la pêche aquaculture (+30). La filière aquacole sur le territoire continue de se développer et d'embaucher. À ce titre, le gouvernement a accordé en juin 2011 deux nouvelles licences pour la pêche d'holothuries et la pêche aux langoustes et aux poissons récifol-gonaire.

À compter du 1^{er} janvier 2012, le salaire minimum garanti (SMG) a été porté à 150 000 F.CFP contre 140 000 F.CFP au 1^{er} janvier 2011, soit une hausse de plus de 7%. Cette revalorisation est is-

sue d'un engagement pris par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie en 2010, qui prévoyait de passer le SMG à 150 000 F.CFP en trois ans : 132 000 F.CFP au 1^{er} février 2010, 140 000 F.CFP au 1^{er} janvier 2011 et 150 000 F.CFP au 1^{er} janvier 2012. Cet engagement s'inscrivait dans le cadre du Pacte Social. Précédemment, en 2001 et 2005, des décisions analogues avaient été prises pour déconnecter les règles de revalorisation du SMG de l'évolution des prix. Ainsi en dix ans, le SMG est passé de 100 000 F.CFP par mois à 150 000 F.CFP soit une augmentation de 50%, largement supérieure à la hausse des prix hors tabac sur la même période (+20%).

La revalorisation du SMG a entraîné une hausse des salaires minimums conventionnels du secteur privé qui ont été augmentés de 4 à 8% selon le secteur d'activité (notamment pour les premiers niveaux).

Évolution du montant mensuel du SMG



Source : Direction du Travail

Comme les deux années précédentes, le nombre de conflits continue de diminuer

47 conflits sociaux (hors mine) ont été enregistrés en 2011, contre 53 en 2010, soit six conflits de moins. Toutefois, si le nombre de conflits diminue légèrement, les conflits ont été plus longs (19 240 jours en 2011 contre 13 760 en 2010) et ont impacté plus de salariés (3 450 salariés en 2011 contre 3 220 en 2010). Ceci s'explique par le fait que deux des conflits ont affecté deux entreprises comptant plus de 1 000 salariés.

Les entreprises de plus de 50 salariés sont, comme les deux années précédentes, les plus concernées par les conflits (plus de la moitié de l'ensemble des conflits). Le nombre de conflits augmente légèrement pour les entreprises de 1 à 10 salariés (+3% sur un an) et diminue dans les entreprises de 11 à 49 salariés (-42%).

Deux syndicats, l'USOENC et l'USTKE, parmi les sept les plus représentatifs en 2011, interviennent dans un conflit sur deux. Cinq conflits ont toutefois été menés en intersyndicale.

En 2011, les salaires, la rupture de contrat de travail et le départ en retraite sont les principales causes de revendication syndicale.

MARCHÉ DU TRAVAIL

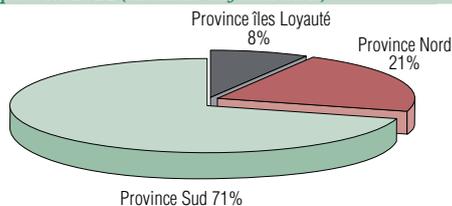
Décroe continue du chômage

En 2011, les demandeurs d'emploi sont moins nombreux et les offres continuent d'augmenter. La bonne tenue du marché du travail profite surtout à la province Nord.

500 demandeurs
d'emploi en moins

En 2011, 6 870 demandeurs d'emploi en moyenne étaient recensés auprès des organismes de placement contre 7 330 en 2010, soit une baisse de 460 personnes. Cette baisse confirme la tolérance observée depuis dix ans. En effet près avoir atteint 10 510 demandeurs d'emploi en 2002, le nombre moyen de demandeurs a diminué chaque année. En 2010, il avait toutefois dépassé la barre des 7 000 demandeurs d'emploi en moyenne par an, du fait du travail de proximité effectué par les services provinciaux afin de mieux identifier la main d'œuvre disponible dans les provinces Nord et Îles.

Répartition géographique des demandeurs d'emploi en 2011 (demande en fin de mois)



Source : Institut de Développement des Compétences/Observatoire Emploi-Formation

71% des demandeurs d'emploi sont inscrits en province Sud contre 21% en province Nord et 8% en province des îles Loyauté. La diminution globale du nombre moyen de demandeurs d'emploi masque des disparités entre les provinces.

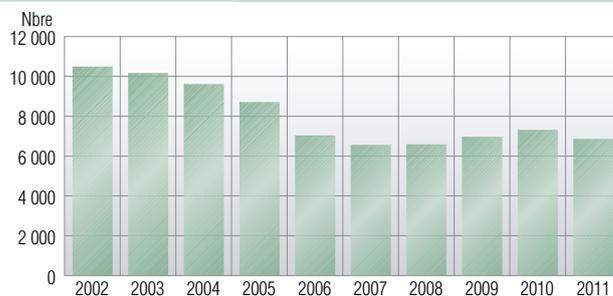
Les services à la personne : premier secteur de demande d'emploi

La province Nord enregistre la plus forte baisse sur un an avec 390 demandeurs en moins, suivie de la province Sud avec 110 personnes de moins.

Seule, la province des îles Loyauté enregistre une hausse avec 40 demandeurs de plus.

Le développement de l'usine du Nord impacte directement le marché de l'emploi du territoire et

Évolution de la demande d'emploi en fin de mois (moyenne annuelle)



Source : Institut de Développement des Compétences/Observatoire Emploi-Formation

plus particulièrement celui de la province Nord. Pour répondre à ces besoins croissants, des campagnes de recrutement et d'information ont été effectuées, notamment par l'intermédiaire de Cap Emploi qui propose une assistance personnalisée, dont le but premier est le placement de ces demandeurs d'emploi.

Depuis 2011, une nouvelle classification a été mise en place, qui permet de répertorier les demandeurs d'emploi par catégorie de métier (ROME) et non plus par secteur d'activité. Ainsi, en 2011, sur l'ensemble du territoire, quatre catégories de métier représentent à elles-seules près des deux tiers des demandeurs d'emploi : "services à la personne" (1 720 demandeurs en moyenne), "support à l'entreprise" (990), "construction, bâtiments et travaux publics" (980) et "hôtellerie, restauration, tourisme, loisirs et animations" (750).

La baisse du nombre de demandeurs d'emploi concerne principalement les catégories "services à la personne et à la collectivité" ; "hôtellerie-restauration, tourisme, loisirs et anima-

tion" et "construction, bâtiment et travaux publics". Le nombre de demandeurs d'emploi diminue dans toutes les catégories de métiers sauf "support à l'entreprise" et "installation-maintenance" où il est quasiment stable sur un an.

Les demandeurs : majorité de femmes et faible niveau de formation

60% des demandeurs d'emploi sont des femmes, proportion qui reste identique depuis 2009.

En 2011, 80% des demandeurs d'emploi ont entre 20 et 45 ans. Cette part est en légère diminution sur un an. La proportion des "moins de 20 ans" (5%), est stable depuis 2008 et les "45 ans et plus" (15%), sont en légère hausse chaque année.

Deux demandeurs sur cinq n'ont aucun diplôme ou juste un BEPC. Mais la part des demandeurs d'emploi diplômés progresse régulièrement passant de 55% en 2008 à 60% en 2011. Parmi eux, 32% sont titulaires d'un CAP ou BEP, 20% ont le baccalauréat et 7% sont diplômés de l'enseignement supérieur.

Les nouvelles offres atteignent un record

En 2011, 12 240 nouvelles offres ont été déposées auprès des servi-

ces de placement contre 11 000 en 2010 soit une croissance de 11%. Après avoir fortement augmenté en 2008 et 2009 du fait des opérations d'embauche (élections provinciales et recensement de la population), l'année 2010 avait affiché un léger recul.

En 2011, c'est la première fois que le volume des nouvelles offres dépasse la barre des 12 000. En dix ans, le cumul annuel des nouvelles offres a plus que doublé.

Plus des deux tiers des nouvelles offres concernent des contrats à durée déterminée (CDD), 25% des contrats à durée indéterminée (CDI) et le reste est réparti entre les intérimaires, les contrats aidés (dont PPIIC), l'apprentissage, les stages ou les contrats intermittents.

Dans les provinces Sud et Nord, les offres progressent, avec respectivement 910 et 320 offres supplémentaires. En province Sud, la croissance annuelle des nouvelles offres est de nouveau positive après avoir diminué pendant deux années consécutives. Elle est particulièrement élevée dans les communes périphériques de Nouméa (+32%) et de Yaté (+53%).

En province Nord, l'offre reste toujours dynamique. Toutefois, le rythme de croissance y ralentit fortement ces dernières années (+68% en 2009, +41% en 2010 et +9% en 2011).

Malgré un rééquilibrage au profit du Nord, le Sud rassemble encore 70% des offres offertes, la majorité dans le Grand Nouméa.

Seule, la province des îles Loyauté enregistre moins de nouvelles offres qu'en 2010 (-30). C'est la première fois en dix ans que le nom-

Offres et demandes d'emploi

	Demandes d'emploi en fin de mois			Nouvelles offres d'emploi				
	2010	2011	Var (%)	Var (nbre)	2010	2011	Var (%)	Var (nbre)
Province îles Loyauté	524	567	8,2	43	34	8	-76,5	-26
Province Nord	1 845	1 458	-21,0	-387	3 405	3 724	9,4	319
Province Sud	4 956	4 848	-2,2	-108	7 508	8 418	12,1	910
Nouvelle-Calédonie	7 325	6 873	-6,2	-452	10 947	12 240*	11,8	1 293

* dont 89 nouvelles offres non ventilées par province

Source : Institut de Développement des Compétences/Observatoire Emploi Formation

Unités : nbre, %

bre de nouvelles offres est aussi bas : moins de dix nouvelles offres ont été déposées en un an dans cette province.

Cinq catégories de métier regroupent à elles-seules près de 80% des offres déposées : "construction, bâtiment et travaux publics" (2 950 offres) ; "industrie" (1 950) ; "services aux personnes et à la collectivité" (1 690) ; "transport et logistique" (1 640) et "support à l'entreprise" (1 180).

Les plus fortes progressions sur un an sont enregistrées dans les catégories "construction, bâtiments et travaux publics" (470 offres supplémentaires) ; "industrie" (+450) ; "transport et logistique" (+300) et "installation et maintenance" (+240).

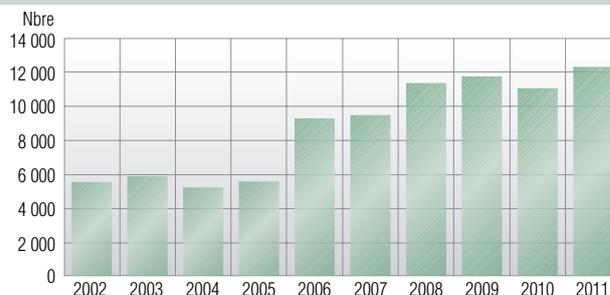
Ces hausses sont directement liées au développement de l'usine du Nord et de la zone VKP et

aux grands chantiers : infrastructures nécessaires pour accueillir les Jeux du Pacifique (NC 2011), construction de logements sociaux et agrandissement de l'aéroport international de Tontouta.

Pour 2012, le marché du travail pourrait connaître quelques changements : au fur et à mesure de l'avancement du chantier de l'usine du Nord, des vagues de démobilisation vont intervenir (une première est déjà intervenue pour le terrassement) et de nouvelles formes de métier vont être recherchées. Le rapprochement de l'offre et de la demande d'emploi pourrait s'en trouver un temps contrarié. De plus, la loi sur l'emploi local, applicable depuis le début de l'année 2012, impose de nouvelles procédures de recrutement qui pourraient impacter les ajustements sur le marché du travail.

Ralentissement de l'offre en province Nord

Évolution des nouvelles offres déposées



Source : Institut de Développement des Compétences/Observatoire Emploi-Formation

Protection, promotion et soutien à l'emploi local

"L'étroitesse du marché du travail de la Nouvelle-Calédonie, ainsi que ses équilibres économiques et sociaux, ne permettant pas d'ouvrir largement l'accès à l'emploi salarié, des dispositions spécifiques, destinées à offrir des garanties particulières pour le droit à l'emploi de ses habitants sont instituées.

Dans le but de protéger, de soutenir et de promouvoir l'emploi local, est instaurée, au bénéfice des citoyens de la Nouvelle-Calédonie, au sens de l'article 4 de la loi organique modifiée n°99-209 du 19 mars 1999, et des personnes qui justifient d'une durée suffisante de résidence, une priorité d'emploi dans les conditions prévues à l'article 24 de ladite loi.

Pour l'application du présent titre, à conditions de qualification et de compétences égales, l'employeur est tenu de donner la priorité au citoyen de la Nouvelle-Calédonie."

Extrait de la loi du pays n°2010-9 du 27 juillet 2010 relative à la protection, à la promotion et au soutien de l'emploi local.

ÉCHANGES EXTÉRIEURS

Bonne année pour les exportations

Pour autant, le déséquilibre commercial continue de se creuser. En effet, les approvisionnements massifs et conjoncturels liés à la construction de l'usine du Nord et la hausse des cours mondiaux des matières premières entraînent le montant des importations vers de nouveaux sommets.

A

vec 170 milliards de F.CFP, le déficit de la balance commerciale n'a jamais été aussi élevé. Pourtant, les exportations sont à leur meilleur niveau après l'exceptionnelle année 2007. Mais les importations augmentent encore plus fortement, dopées par les achats des ensembles industriels nécessaires à la construction de l'usine du Nord et par l'envolée des cours des matières premières.

Si le déficit commercial continue de se creuser, sa progression est toutefois nettement ralentie par rapport à l'année précédente : +4% contre +21% un an plus tôt. Avec 46,2%, le taux de couverture s'améliore progressivement après avoir atteint un point bas en 2009 (38,4%).

**146 milliards
d'exportations**

En 2011, les ventes de la Nouvelle-Calédonie s'élèvent à 146 milliards de F.CFP contre 135 milliards de F.CFP en 2010 (+9%). Composées à 94% de nickel (produits miniers et métallurgiques), les exportations calédoniennes ont notamment profité de la hausse des cours du nickel au LME (+5% par rapport à 2010). Après avoir chuté en 2008 et 2009, les exportations de nickel sont reparties à la hausse en 2010, hausse qui se poursuit en 2011 : +78% par rapport à 2009.

Évolution de la valeur des exportations de marchandises

	2010	2011	Variation
Minéral de nickel	25 803	27 076	4,9
Ferro-nickels	76 035	75 822	-0,3
Mattes	25 978	22 875	-11,9
NHC	180	10 971	//
Produits de la mer	1 806	1 832	1,4
dont thons	431	437	1,4
crevettes	1 025	1 013	-1,2
holothuries	181	287	58,6
trocas	104	68	-34,6
Autres produits	4 786	7 637	59,6
Total	134 588	146 213	8,6

Sources : Direction Régionale des Douanes, Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Unités : million de F.CFP, %

Évolution des échanges extérieurs



Sources : Direction Régionale des Douanes, Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, Service de la Marine Marchande et des Pêches Maritimes

Évolution de la valeur des exportations de marchandises et du cours du nickel au LME



Sources : Direction Régionale des Douanes, Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

En 2011, elles sont largement supérieures à la moyenne des dix dernières années (100 milliards de F.CFP).

En 2011, les bons résultats à l'export sont principalement dus

Les ventes de NHC stimulent les exportations du nickel

aux ventes de NHC. En effet, les ventes de ce nouveau produit, proposé sur le marché depuis fin 2010 par Vale Nouvelle-Calédonie, se sont développées en 2011. Ainsi, près de 11 milliards de F.CFP ont été exportés, cette année contre 180 millions de F.CFP en 2010.

Pour le reste, la hausse la plus importante concerne les minerais de nickel, dont les ventes progressent de 5% sur un an pour un volume quasiment identique ; celles de ferronickels restent quasiment stables ; seules les ventes de mattes diminuent en valeur (-12%) et en volume (-3%).

Autres produits exportés par la

Nouvelle-Calédonie, les produits de la mer. Les exportations augmentent de 26 millions de F.CFP sur un an. Toutefois, les ventes restent inférieures à la moyenne des dix dernières années.

Dans le détail, les exportations d'holothuries et de trocas enregistrent de fortes variations sur un an (respectivement +59% et -35%) tandis que celles de thons et de crevettes sont quasiment stables.

En dehors des exportations de nickel et des produits de la mer, les autres exportations enregistrent une hausse de 3 milliards de F.CFP sur un an. Elles ne représentent que 5% des ventes totales du pays.

L'Asie, premier partenaire commercial de la Nouvelle-Calédonie

L'Asie est le premier acheteur des produits calédoniens : près de 48% des exportations totales lui sont destinées. Ses achats ont progressé de 7% sur un an.

L'Europe arrive en deuxième position avec 29% des exportations calédoniennes. Mais les ventes ont diminué de 12% sur un an. L'Océanie reçoit 17% des ventes calédoniennes, soit une augmentation de 84% par rapport à l'année dernière.

Dans le détail, les principaux partenaires de la Nouvelle-Calédonie sont le Japon, la France, l'Australie, Taïwan et la Corée du Sud. Le Japon est le premier acheteur en Nouvelle-Calédonie. Ses achats sont essentiellement composés de ferronickels (67% du montant total de ses achats) et de minerais de nickel (29%). La France, en deuxième position, achète principalement des matras de nickel ; sa part a diminué de 5% sur un an. L'Australie importe des minerais de nickel mais également du NHC (Nickel Hydroxyde Cake) depuis décembre 2010. Taïwan et la Corée du Sud

Évolution de la valeur des importations de marchandises



Source : Direction Régionale des Douanes

importent respectivement des ferronickels et des minerais de nickel. Leurs achats ont diminué sur un an : respectivement -20% et -23%.

En 2011, la balance commerciale de la Nouvelle-Calédonie n'est excédentaire qu'avec Taïwan, le Japon et la Corée du Sud, tandis qu'elle est déficitaire avec tous les autres pays.

À l'inverse, les "métaux et ouvrages en ces métaux" diminuent nettement (-27%), et de même que les "machines, appareils et matériel électrique" (-7%) et les "bois et ouvrages en bois" (-7%).

Les ensembles industriels et les produits minéraux dopent les importations Les importations d'ensembles industriels s'élèvent à 52 milliards de F.CFP

contre 41 milliards de F.CFP en 2010 (+27% sur un an). Éléments clés de la construction de l'usine du Nord, ces ensembles ont été livrés à partir de septembre 2010. Les achats se sont prolongés à un niveau soutenu au cours du premier semestre 2011 (70% des importations 2011 d'ensembles industriels ont eu lieu au cours des deux premiers trimestres) et diminuent progressivement depuis.

Les produits minéraux augmentent également sur un an, passant de 50 à 61 milliards de F.CFP (+21%), conséquence du renchérissement du prix du pétrole. En effet, le prix moyen du pétrole brut est passé de 567,7 USD le baril en 2010 à 792,8 USD le baril en 2011 (+40%).

Les produits alimentaires contribuent également à la hausse des importations. Tributaires de l'envolée des cours des matières premières agricoles, ils enregistrent une hausse de 12% sur un an.

317 milliards d'importations En 2011, les importations atteignent un nouveau record, dépassant

pour la première fois la barre des 310 milliards de F.CFP. Ces achats augmentent de 6% par rapport à 2010 et sont largement supérieurs à la moyenne des dix dernières années (208 milliards de F.CFP).

Deux postes affichent des hausses supérieures à 20% sur un an : les "ensembles industriels" et les "produits minéraux". À eux-seuls, ils concentrent près de 40% des achats de la Nouvelle-Calédonie. D'autres postes sont également en hausse, principalement les "produits alimentaires" (+12%) et à moindre échelle, les "produits caoutchouc et plastique", les "papiers et ouvrages en papier" et les "produits textiles".

Évolution de la valeur des importations de marchandises

	2010	2011	Variation
Produits alimentaires	33 653	37 625	11,8
Produits minéraux	50 176	60 881	21,3
Produits chimiques	19 735	19 550	-0,9
Produits caoutchouc et plastique	10 812	11 248	4,0
Bois et ouvrages en bois	2 855	2 659	-6,9
Papiers et ouvrages en papier	4 555	4 749	4,3
Produits textiles	6 460	6 902	6,8
Métaux et ouvrages en ces métaux	21 983	16 132	-26,6
Machines, appareils et matériel électrique	49 002	45 560	-7,0
Matériel de transport	34 861	35 139	0,8
Autres produits	64 408	76 263	18,4
dont ensembles industriels	41 206	52 191	26,7
Total	298 500	316 708	6,1

Source : Direction Régionale des Douanes

Unité : million de F.CFP, %

En 2011, la structure des importations par continent ne représente pas de changement majeur par rapport à 2010.

Malgré la baisse de ses ventes de 3% sur un an, l'Asie reste encore le premier fournisseur du territoire avec 40% de la valeur totale des importations. La Chine et Singapour concentrent 61% des achats effectués en Asie. La Chine reste le premier fournisseur d'ensembles industriels

nécessaires à la construction de l'usine du Nord (soit 17% des importations totales). Toutefois, ces achats ont fortement diminué, au profit d'autres pays tels que l'Inde, la Malaisie et la Corée du Sud.

94% des ventes de Singapour à la Nouvelle-Calédonie concernent les produits minéraux. Singapour fournit 72% de l'ensemble des produits minéraux importés.

L'Europe est le deuxième grand fournisseur de la Nouvelle-Calédonie. Elle vend principalement des "machines et matériels électriques", "des voitures automobiles, tracteurs et cycles" mais aussi des "produits pharmaceutiques".

L'Asie et L'Europe regroupent à eux seuls près de 80% des achats du territoire.

La Nouvelle-Calédonie se fournit également auprès de l'Océanie notamment l'Australie qui représente 10% des importations totales.

47 milliards de recettes douanières

En 2011, les **recettes douanières** liquidées par la Direction Régio-

Évolution des recettes douanières

	2010	2011	Variation(%)
Taxe Générale à l'Importation (TGI)	17 769	18 625	4,8
Taxe de Base à l'Importation (TBI)	6 979	7 317	4,8
Droits de douanes	6 395	6 666	4,2
Taxe sur les produits pétroliers	5 329	5 269	-1,1
Taxe additionnelle sur les produits pétroliers	2 191	2 228	1,7
Taxe sur le fret aérien	1 909	2 028	6,2
Taxe de Consommation Intérieure (TCI)	1 721	1 896	10,1
Taxe Conjoncturelle pour la Protection de la Production Locale (TCPPL)	971	1 004	3,4
Taxe de Soutien aux Productions Agricoles (TSPA)	797	870	9,1
Taxe de péage	320	344	7,5
Taxe sur les Alcool et Tabac (TAT)	248	265	6,7
Droit de quai	189	153	-19,0
Taxe anti-pollution	175	195	11,6
Amendes et confiscations	78	91	17,0
Taxe parafiscale pour les énergies renouvelables	53	52	-1,6
Droit de port	40	38	-5,1
Redevance informatique (RI)	38	40	4,0
Droit de navigation intérieure	27	23	-14,0
Taxe de magasinage	///	104	///
Total	45 230	47 208	4,4

Source : Direction Régionale des Douanes

Unités : million de F.CFP, %

nale des Douanes pour le budget de la Nouvelle-Calédonie s'élèvent à 47,2 milliards de F.CFP contre 45,2 milliards de F.CFP en 2010 (+4%).

Trois taxes principales apportent à elles seules 70% des recettes totales : la Taxe Générale à l'Importation avec 39% des recettes totales ; la Taxe de Base à l'Importation (15%) et les droits de

douanes (14%). Elles augmentent toutes de plus de 4% par rapport à 2010.

Sur un an, les recettes liées aux amendes et confiscations, à la taxe anti-pollution et à la taxe de consommation intérieure progressent à un taux supérieur à 10%. Elles ne représentent toutefois qu'une partie infime des recettes totales.

ENTREPRISES

Le dynamisme de la création d'entreprises se poursuit

En 2011, les créations d'entreprises se maintiennent au niveau élevé de 2010, supérieur à 5 000 entreprises créées dans l'année. Le tissu économique se développe et se renouvelle : pour une entreprise qui a officiellement cessé son activité en 2011, deux nouvelles entreprises ont été créées. La construction et les services aux entreprises sont les secteurs les plus concernés par cette régénération.

En 2011, 5 100 créations d'entreprises ont été enregistrées au Répertoire d'Identification des Entreprises et des Etablissements (RIDET). Les créations d'entreprises restent stables sur un an, après avoir connu une période de forte croissance entre 2003 et 2010 (+9,6% par an en moyenne). Comme en 2010, la majeure partie des entreprises créées en 2011 sont des créations pures (3 740 entreprises), porteuses de développement du tissu productif. Les reprises et les réactivations, qui assurent le maintien de l'activité, représentent quant à elles 1 370 créations.

Une création pour cinq entreprises existantes

Les entreprises créées au cours de l'année 2011 représentent 19,2% du parc des structures qui étaient actives au 1^{er} janvier 2011. Le **taux de création** d'entreprises se maintient à un niveau supérieur à 19% depuis 2007.

Dynamisme des services aux entreprises

En 2011, plus de la moitié des créations d'entreprises ont concerné les secteurs de la "construction" (1 390 créations) et des "services aux entreprises" (1 210), notamment dans la construction de bâtiment, les travaux de maçonnerie générale et les services annexes de la production. Dans les "services aux entreprises" le nombre d'entreprises créées

Évolution des créations d'entreprises et du taux de création



Source : ISEE/RIDET

Créations d'entreprises en 2011, selon le type et le secteur d'activité

	Stock	Créations			Total	Taux de création
		pure	reprise	réactivation		
Industries agro-alimentaires (IAA)	387	31	3	12	46	12,8
Industries hors IAA	2 447	226	3	85	314	13,5
Construction	7 998	946	14	430	1 390	19,2
Commerce et réparation	4 229	427	26	130	583	14,5
Transports	1 907	163	4	61	228	12,5
Immobilier	1 252	242	0	8	250	23,9
Services aux entreprises	5 032	926	4	277	1 207	27,2
Services aux ménages	3 225	397	17	157	571	19,1
Éducation, santé, social	2 400	379	9	129	517	22,7
Total (champ ICS*)	28 877	3 737	80	1 289	5 106	19,2

* Industrie, Commerce et Services

Source : ISEE/RIDET

Unités : nbre, %

progresser rapidement en 2011 (+8,4%) dans la tendance observée depuis 2003. En revanche, la création marque le pas pour la construction (+0,5%).

Rapporté au stock d'entreprises actives, ces deux secteurs affichent toutefois des taux de création supérieurs à la moyenne des dix dernières années.

D'autres secteurs tels que "commerce et réparations", "services aux ménages" et "éducation, santé, social" participent également à cette hausse : ils concentrent un tiers des créations calédoniennes en 2011. Toutefois, les créations dans ces trois secteurs ont été moins nombreuses qu'en 2010. Même s'il contribue de façon plus limitée, le secteur immobilier fait une percée remarquable en 2011

avec des créations qui ont doublé par rapport à 2010 et un taux de création largement supérieur à la moyenne des autres secteurs.

Une cessation pour deux créations 2 850 entreprises ont officiellement cessé leur activité en 2011,

réparties en 2 620 cessations définitives et 230 cessations temporaires. Près de 70% des cessations définitives d'entreprises ont eu lieu dans le secteur tertiaire, essentiellement dans les "services aux entreprises" (580), l'"éducation, santé, social" (360), le "commerce et la réparation" (350) et les "services aux ménages" (320). Le reste concerne le secteur secondaire, principalement dans la construction qui enregistre 630 cessations d'entreprises.

Évolution des créations d'entreprises

	2010	2011	Variation
Industrie-Construction	1 832	1 750	-4,5
Industries agro-alimentaires (IAA)	55	46	-16,4
Industries hors IAA	394	314	-20,3
Construction	1 383	1 390	0,5
Commerce-Services	3 215	3 356	4,4
Commerce et réparation	631	583	-7,6
Transports	216	228	5,6
Immobilier	130	250	92,3
Services aux entreprises	1 113	1 207	8,4
Services aux ménages	574	571	-0,5
Éducation, santé, social	551	517	-6,2
Total (champ ICS*)	5 047	5 106	1,2

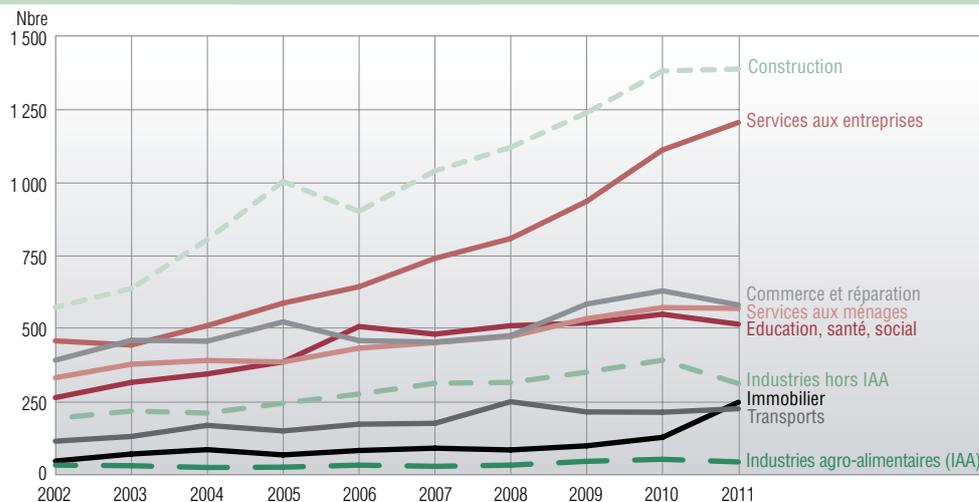
* Industrie, Commerce et Services

Source : ISEE/RIDET

Unités : nbre, %



Évolution des créations d'entreprises depuis dix ans



Source : ISEE/RIDET

La "construction" et les "services aux entreprises" comptabilisent à eux-seuls près de 50% des cessations totales d'entreprises enregistrées sur le territoire en 2011. Ainsi, les nombreuses créations d'entreprises dans ces deux secteurs traduisent tout autant un renouvellement du tissu économique, qu'un accroissement de l'offre d'activité.

Le **taux de survie** des entreprises calédonienne se maintient à un bon niveau, puisque 67% des entreprises créées au cours de l'année 2006 étaient encore actives cinq ans plus tard. Néanmoins, derrière ce taux global, se cachent de fortes disparités entre les différents secteurs d'activités : le taux de survie le plus faible a été observé dans l'éducation (24%), alors qu'il a atteint son niveau le plus élevé dans les "industries extractives" et le secteur public, ainsi que dans les "services collectifs, sociaux et personnels" (84%).

pépinière d'entreprises Centre Sud, créée en novembre 2008, accueille aujourd'hui 19 entreprises. Elle propose un accompagnement aux jeunes entrepreneurs et met à leur disposition des locaux et des services adaptés. D'autres soutiens sont également proposés, notamment par les chambres consulaires. Des aides financières sont apportées par le biais d'associations telles que NC Initiative (61 entreprises aidées en 2011) et ADIE (430 entreprises) ou au travers de dispositifs provinciaux d'aides aux entreprises.

La bonne santé de l'économie calédonienne a favorisé la création d'entreprises ces dernières années. Ce dynamisme a été accompagné, notamment par un ensemble de dispositifs de soutien et d'aides. Par exemple, la

En province Nord, une pépinière d'entreprises a également vu le jour fin 2010. Elle a accueilli dix entreprises en 2011. De plus, la CCI a décentralisé son salon de la création d'entreprises, à KONE depuis 2009.

Cessations d'entreprises en 2011, selon le type et le secteur d'activité

Cessation	Définitive	Temporaire	Total
Industrie-Construction	831	83	914
IAA	27	2	29
Industries hors IAA	176	16	192
Construction	628	65	693
Commerce-Services	1 784	150	1934
Commerce et réparation	352	20	372
Transports	116	12	128
Immobilier	61	2	63
Services aux entreprises	575	57	632
Services aux ménages	318	33	351
Éducation, santé, social	362	26	388
Total (champ ICS*)	2 615	233	2848

* Industrie, Commerce et Services

Source : ISEE/RIDET

Unité : nbre

Définitions

Le **taux de création** est le rapport du nombre de créations d'entreprises d'une année au stock d'entreprises au 31 décembre de l'année précédente. C'est un indicateur de renouvellement du système productif.

Le **taux de survie des entreprises à n années** est la proportion d'entreprises créées (y compris reprises) une année donnée ayant survécu jusqu'à son *n*ème anniversaire.

La **cessation d'activité** est l'arrêt total de l'activité économique de l'entreprise. Les cessations d'activité sont comptabilisées, dès lors que les formalités de radiation ont été effectuées par l'intéressé. Cette démarche n'étant pas obligatoire, le nombre de cessations est vraisemblablement sous-estimé.

MINES MÉTALLURGIE

Une année favorable au nickel

En 2011, le secteur du nickel est resté soutenu par le haut niveau des cours. La production métallurgique a progressé, grâce à la montée en charge du NHC.

Le cours du nickel augmente

Sur l'année 2011, le cours moyen de la livre de nickel au London Metal Exchange (LME) est légèrement en hausse sur un an avec 10,39 USD/lb, contre 9,89 USD/lb en 2010 (+5%). Toutefois, après une hausse au 1^{er} trimestre jusqu'à près de 13 USD/lb, il repart à la baisse pour atteindre 8,11 USD/lb en novembre.

Le cours du dollar s'affiche quant à lui en moyenne à 85,78 F.CFP en 2011, contre 90,14 F.CFP il y a un an. Cette baisse, conjuguée à la légère hausse des cours au LME, permet à la valeur du nickel en monnaie locale de rester stable sur un an à 890 F.CFP la livre en moyenne en 2011.

L'extraction minière est stable ; les exportations sont soutenues par la hausse des cours

L'extraction de minerai de nickel est stable par rapport à 2010, en dépit des intempéries en début d'année qui ont pénalisé l'activité. 8,8 millions de tonnes humides ont été extraites en 2011, contre 8,7 millions en 2010. Cette stabilité masque un recul des extractions de saprolites (-350 000 tonnes humides), compensé par la hausse de celles des latérites (+500 000 tonnes humides). En 2011, l'extraction de latérites calédoniennes atteint un record. Quant aux saprolites, bien qu'en baisse par rapport à 2010, l'extraction reste au-dessus de sa moyenne décennale.

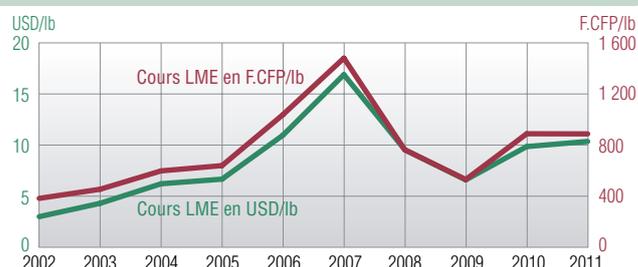
Au-delà des variations de l'extraction, les volumes exportés se maintiennent tant pour les

Extraction minière de nickel

	2010	2011	Variation
Saprolites	6 007	5 655	-5,9
Latérites	2 691	3 189	18,5
Total	8 698	8 844	1,7

Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie Unités : millier de tonnes humides, %

Évolution annuelle des cours du nickel au LME en dollar et en F.CFP



Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Exportations de minerai de nickel

	2010		2011		Variation	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Saprolites	2 272	15 671	2 299	19 267	1,2	22,9
Latérites	2 300	9 375	2 290	8 058	-0,4	-14,1
Total	4 572	25 046	4 588	27 325	0,4	9,1

Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Unités : millier de tonnes humides, million de F.CFP, %

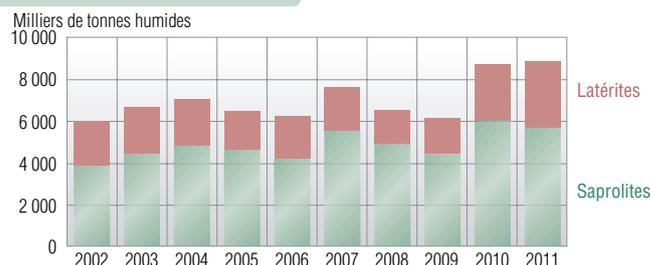
latérites que pour les saprolites. Au total, 4,6 millions de tonnes humides ont été exportées, réparties à parts égales entre les saprolites et les latérites. Elles se maintiennent à leur niveau élevé de 2010, qui n'avait été dépassé qu'en 1996 et 1997.

Bien que les volumes exportés soient restés stables, la valeur des exportations minières progresse de 9% sur un an grâce à la hausse des cours. Elle dépasse 27 milliards de F.CFP (25 milliards en 2010), affichant ainsi son meilleur résultat des vingt dernières années, hormis le re-

cord de 2007. Les exportations de latérites perdent 1,3 milliard de F.CFP ; celles des saprolites augmentent de 3,6 milliards de F.CFP.

L'Australie est le principal acheteur de minerai calédonien depuis plusieurs années. Elle absorbe à elle seule près de la moitié du minerai exporté en 2011. Ses achats de latérites, à hauteur de 2,2 millions de tonnes humides, reculent légèrement sur un an (-80 000 tonnes humides). L'année 2010 avait toutefois été stimulée par la reprise d'activité de

Évolution de l'extraction minière



Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

l'usine hydrométallurgique de Yabulu (Queensland Nickel), après plusieurs mois de suspension. La Corée du Sud est le 2^e acheteur de minerai calédonien. En 2011, elle achète, pour les besoins de l'usine de Gwangyang (groupe SMSP-POSCO), 1,2 million de tonnes humides de saprolites, soit 230 000 tonnes de moins qu'en 2010. Cette baisse sur un an est visible dès le mois d'avril, mais s'est accentuée jusqu'à son point culminant en août. L'approvisionnement de cette usine a été perturbé en août-septembre par des conflits qui opposaient la SMSP et les coutumiers de Kaa-la-Gomen, Poya et Canala, empêchant le chargement du minerai de la mine de Ouaco sur les minéraliers de la SMSP.

À terme, les achats de la Corée du Sud devraient progresser. En effet, fin août, la SMSP et POSCO ont décidé de procéder à l'extension des capacités de production de l'usine de Gwangyang. Les premiers travaux étaient programmés pour septembre 2011 et devraient aboutir à une mise en production en 2014.

Après avoir été au plus bas en 2009 (610 000 tonnes humides), les achats du Japon ne cessent de progresser depuis, atteignant 1 million de tonnes humides en 2011, soit 190 000 tonnes de plus qu'il y a un an.

La Chine, qui n'achetait plus de minerai calédonien depuis juin 2008, a renouvelé ses achats en décembre 2011 (139 000 tonnes humides).

Production métallurgique

	2010	2011	Variation
Ferro-nickels	39 802	39 983	0,5
Mattes	13 917	13 847	-0,5
NHC	222	7 568	ns
Total	53 940	61 397	13,8

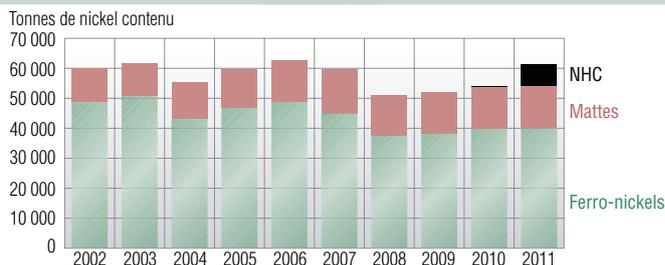
Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Unités : tonne de nickel contenu, %

Le NHC tire à la hausse le secteur de la métallurgie

La production métallurgique progresse de 14% sur un an, s'élevant à 61 400 tonnes de nickel contenu produites en 2011, contre 54 000 tonnes il y a un an. Cette progression est uniquement tirée par le Nickel Hydroxide Cake (NHC). Cette production de Vale NC, commencée en octobre 2010, atteint désormais 7 600 tonnes de nickel contenu, soit 12% de la production métallurgique du territoire. Les quantités produites de ferro-nickels et de mattes sont stables sur un an, et

Évolution de la production métallurgique



Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Exportations de produits métallurgiques

	2010		2011		Variation	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Ferro-nickels	41 381	76 035	40 460	76 167	-2,2	0,2
Mattes	14 393	25 978	13 916	23 182	-3,3	-10,8
NHC	118	180	7 533	10 971	ns	ns
Total	55 892	102 193	61 909	110 320	10,8	8,0

Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

Unités : tonne de nickel contenu, million de F.CFP, %

en-dessous des niveaux atteints dans les années 2001 à 2007.

Les exportations de produits métallurgiques s'établissent à 62 000 tonnes de nickel contenu vendues à 110 milliards de F.CFP en 2011, contre 56 000 tonnes à 102 milliards il y a un an. Cette hausse de 11% en volume et de 8% en valeur est uniquement liée aux ventes de NHC : 7 500 tonnes de nickel contenu pour 11 milliards de F.CFP. Hors NHC, les exportations métallurgiques du territoire auraient reculé de 3%, par rapport à 2010, en volume comme en valeur (-1 400 tonnes et -2,7 milliards de F.CFP). Ce recul touche davantage les ferro-nickels (-920 tonnes) que les mattes (-480 tonnes). En 2011, les volumes de ferro-nickels exportés sont à un niveau bas par rapport à la moyenne décennale. Quant aux mattes, les volumes exportés oscillent depuis 2006 autour des 14 000 tonnes de nickel contenu.

Même si la Nouvelle-Calédonie a de nombreux clients, quatre pays concentrent à eux seuls 60% des achats : la France, pour les besoins en mattes de l'usine de Sandouville au Havre, le Japon, Taïwan et l'Australie, à laquelle est destinée la quasi-totalité de la production de NHC.

Le secteur de la mine et de la métallurgie emploie 4 250 salariés en moyenne en 2011, dont 2 950 pour les seules activités de la mine. Celles-ci comptent plus de

300 salariés supplémentaires sur un an. La production métallurgique (hors Vale NC) emploie quant à elle 1 300 personnes, en légère baisse pour la 2^e année consécutive. Cette baisse est liée au plan de compétitivité de la SLN, qui prévoit que certains départs à la retraite ne soient pas remplacés. À ces salariés locaux, s'ajoutent les travailleurs étrangers sur sites, recrutés pour les phases de construction et de démarrage des usines du Sud et du Nord. Ils étaient 4 770 au 31 décembre 2011, contre 4 300 un an avant, embauchés principalement par l'usine du Nord. Après l'envolée de 2010, la hausse est plus modeste en 2011.

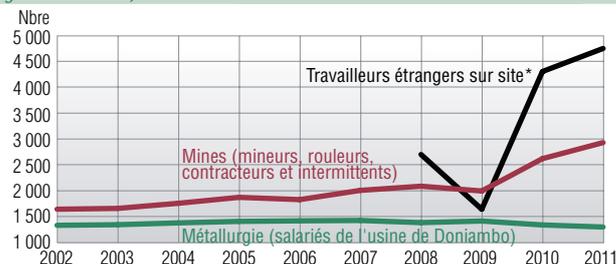
Certaines étapes de construction de l'usine du Nord étant terminées, des travailleurs ont été démobilisés, notamment dans les domaines du bâtiment et travaux publics, de la restauration ou de l'électrification. Au total, jusqu'en 2013, 300 entreprises et 2 300 salariés locaux seront concernés par ces fins de contrat. À l'image des dispositifs mis en place en 2008 lors de la fin de la construction de l'usine du Sud, un plan Réaction (réussir l'après-construction) a été initié par la province Nord avec ses partenaires, notamment KNS. Ce plan permet d'identifier les compétences acquises par les salariés et les entreprises, et leur propose un accompagnement individualisé, notamment pour les aider à se positionner sur d'autres bassins d'emploi ou de nouveaux marchés.

L'usine du Nord crée de l'emploi

Les prévisions pour 2012 sont bien orientées

De mi-novembre 2011 à février 2012, l'usine du Sud est en "phase d'opération intégrée" pour tester l'ensemble de ses installations et les processus de fabrication. Elle entrera en production au cours du 1^{er} semestre 2012, dans le contexte d'une demande mondiale de nickel et d'acier inoxydable encore soutenue. Une partie de sa production sera consacrée au NHC, l'autre à l'oxyde de nickel. L'usine du Nord devrait entrer en production fin 2012 et monter en puissance jusqu'en 2014, pour atteindre sa pleine capacité de 60 000 tonnes en 2015. Pour faire face à l'augmentation de la capacité de production de l'usine de Gwangyang, de 30 000 à 54 000 tonnes de nic-

Évolution de l'emploi salarié dans le secteur "Mines-métallurgie" (moyenne annuelle)



*Nombre d'autorisations de travail en cours, au titre des prestations de services internationales, au 31 décembre.

Sources : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, Direction du Travail et de l'Emploi

kel contenu, les mines de la Nickel Mining Company SAS (NMC) devront doubler leur production dans trois ans, au moyen d'une baisse de la teneur du nickel exporté. Cette augmentation de production pourrait créer, selon

la SMSSP, 600 emplois directs et indirects.

La teneur moyenne du minerai de nickel exporté sera également diminuée vers le Japon, prolongeant ainsi la durée de vie des mines.

Utilisation de l'unité "tonnes humides" ou "tonnes de nickel contenu"

Le minerai de nickel contient entre 20 et 40% d'eau. Le tonnage extrait indiqué tient compte de ce poids d'eau contenue : on parle donc de "tonnes humides". La teneur en nickel est calculée sur le minerai "sec", duquel l'eau a été enlevée.

La production de produits métallurgiques (ferro-nickels, mattes et NHC) est quantifiée en tonnes de nickel contenu, cette unité donnant une idée plus précise de la quantité de nickel qu'un tonnage brut.

CONSTRUCTION

Une année encore favorable au BTP

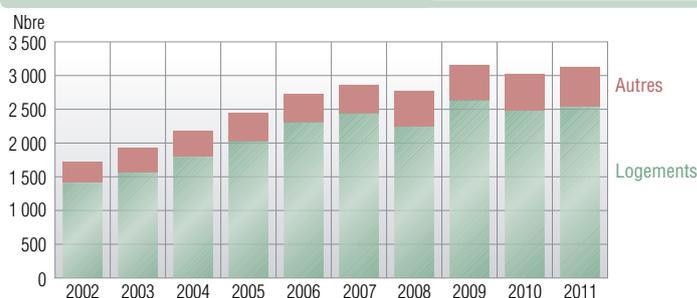
L'activité du secteur du BTP reste vigoureuse en 2011, soutenue par les grands projets du territoire. Cette dynamique a entraîné une hausse de l'emploi salarié et de la création d'entreprises dans ce secteur.

Sur l'ensemble de l'année 2011, 3 120 locaux ont fait l'objet d'une attestation de conformité du Comité Territorial des Usagers de l'Électricité (COTSUEL), contre 3 000 en 2010 (+3%). 2 540 attestations visées concernent des logements (1 090 maisons individuelles et 1 450 appartements) contre 2 480 en 2010, soit une progression de 2%. Les autres constructions achevées (locaux commerciaux, industries...) augmentent plus fortement sur un an (+9%) ce qui correspond à 50 constructions supplémentaires. 90% des attestations visées sont effectuées en province Sud (principalement dans le Grand Nouméa). Toutefois, la province Nord enregistre la plus forte progression sur un an : +63% pour l'habitation et +58% pour les locaux à réglementation particulière, tels que le commerce et les industries.

En 2011, 140 000 tonnes de ciment ont été vendues localement contre 161 000 tonnes en 2010, soit une diminution de 15% sur un an des volumes consommés par les acteurs économiques. Toutefois, l'année 2010 avait enregistré des ventes record de ciment et la quantité vendue en 2011 reste

L'emploi salarié et la création d'entreprises continuent de progresser

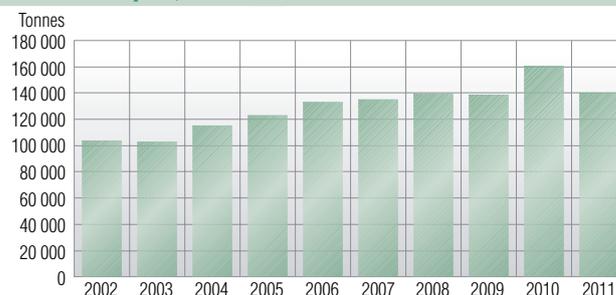
Évolution des constructions de bâtiments*



* Il s'agit du nombre d'attestations de conformité électrique visées par le Comité Territorial pour la Sécurité des Usagers de l'Électricité. Le COTSUEL est missionné pour les provinces Nord et Sud, hors zones non soumises à permis de construire (réserves foncières).

Source : COTSUEL

Évolution des ventes de ciment (ciment local et importé)



Sources : Holcim, Direction Régionale des Douanes

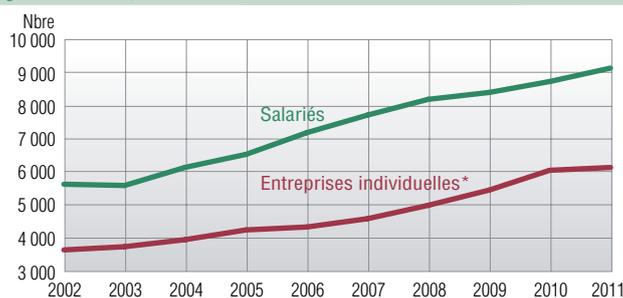
largement supérieure à la moyenne des dix dernières années. Bien qu'en diminution de 14% sur un an, la production locale de ciment permet de couvrir la consommation intérieure à hau-

teur de 98%. Les volumes importés ont toutefois fortement augmenté en un an.

La construction emploie 9 140 salariés en moyenne en 2011, soit 400 salariés de plus qu'en 2010 (+4,6%). La création d'emplois dans le BTP s'amplifie depuis le point bas de 2009. Toutefois, elle reste inférieure à la moyenne des dix dernières années.

Ce mouvement est en partie lié aux chantiers NC 2011 et au terrassement de l'usine du Nord. En 2011, les salariés supplémentaires dans la construction sont essentiellement répartis dans les entreprises d'ouvrages d'art, les travaux de maçonnerie et l'installation électrique.

Évolution de l'emploi dans le secteur de la construction (moyenne annuelle)



* de statut juridique "personnes physiques"

Sources : ISEE, CAFAT

En plus de la progression de l'emploi salarié, la bonne santé du secteur de la construction se mesure également au travers de la **création d'entreprises individuelles**. Ainsi, au 31 décembre 2011, 6 340 entreprises de statut "personnes physiques" sont répertoriées au RIDET dans le secteur de la construction contre 6 000 entreprises en 2010 (+6%).

Comme en 2010, 23% des entreprises de la construction opèrent dans la maçonnerie, 13% dans la peinture et 11% dans les travaux d'installation électrique.

80% des entreprises du BTP ont leur siège social basé en province Sud et Nouméa en concentre plus de la moitié. 13% des entreprises sont enregistrées en province Nord (principalement Koné et Koumac avec respectivement 16% et 12% des entreprises) et 6% en province des îles Loyauté (dont la moitié sur Lifou).

En 2011, le montant total de l'encours des **crédits à l'habitat et à la construction** s'élève à 423 milliards de F.CFP contre 391 milliards de F.CFP en 2010, soit une progression annuelle de 8,2%. Cette croissance reste élevée même si pour la première fois depuis 2002, elle est inférieure à 9%.

Les trois quarts de ces crédits concernent les ménages, qui recourent à l'endettement principalement pour l'habitat. Les crédits à l'habitat représentent en effet 80% de l'ensemble des crédits des ménages. La mise en place en 2011 du prêt à taux zéro a maintenu le rythme de croissance à un niveau soutenu.

Pour les entreprises, l'encours des

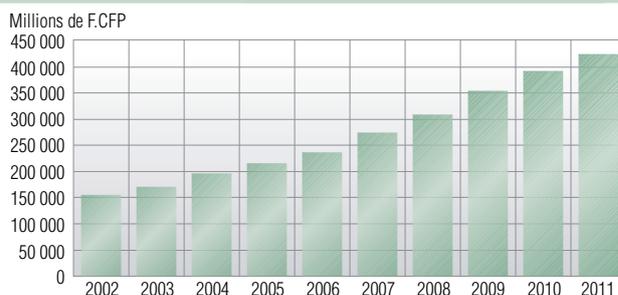
Emploi salarié dans la construction (moyenne annuelle)

Nomenclature des activités française (NAF)	2010	2011	Variation
Préparation de sites	2 223	2 247	1,1
Construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil	4 604	4 980	8,2
Travaux d'installation	893	886	-0,8
Travaux de finition	989	1 001	1,2
Location avec un opérateur de matériel de construction	25	24	-4,0
Total	8 734	9 138	4,6

Sources : ISEE, CAFAT

Unités : nbre, %

Évolution des encours de crédits* à l'habitat et à la construction (au 31 décembre)



*Octroyés par les établissements de crédits situés dans et hors de la zone d'émission de l'IEOM.

Source : IEOM

crédits continue de progresser en 2011, avec toutefois, un rythme de croissance inférieur à ceux des cinq dernières années.

L'**index BT21** "tous travaux confondus", qui reflète l'évolution globale du coût de la construction, s'élève à 139,33 en 2011 contre 133,81 en 2010. Il progresse de 4,1% sur un an. Cette progression a commencé en 2010 après avoir enregistré un recul en 2009. La hausse sur un an s'explique essentiellement par l'augmentation du coût des matières premières, principalement du carburant mais aussi par la revalorisation des bas salaires dans le BTP.

En 2011, la croissance du secteur

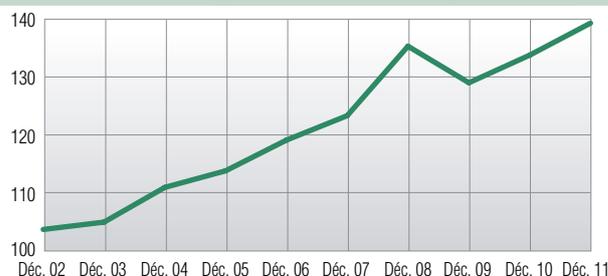
BTP a été soutenue par de grands projets de construction tels que :

- L'agrandissement de l'aéroport de la Tontouta ;

- Les travaux d'aménagement et de terrassement de Médipôle de Koutio. La construction devrait débuter dans le courant de l'année 2012 ;

- Les infrastructures nécessaires pour accueillir les Jeux du Pacifique 2011, notamment la construction de l'Arène de Païta, du centre aquatique régional de Dumbéa, en passant par la construction de 470 logements sociaux sur le campus universitaire de Nouville ;
- La construction de l'usine du Nord ;
- L'extension de la zone VKP ;
- Le développement de l'habitat social (SIC et FSH).

Évolution de l'index BT21 (base 100 en décembre 2000)



Source : ISEE

Pour 2012, les perspectives dans le secteur de la construction sont contrastées. De nouveaux grands chantiers tels que la construction du Médipôle, du futur hôpital de Koné et des cliniques de Nouville devraient continuer de soutenir l'activité.

Pour autant, les incertitudes qui continuent de peser sur l'avenir de la défiscalisation, inquiètent les professionnels.

TOURISME

Une année exceptionnelle pour le secteur touristique

Le nombre de touristes n'a jamais été aussi élevé. L'activité hôtelière profite partiellement de ces nouvelles arrivées et surtout de la clientèle locale. L'activité de croisière poursuit son envol.

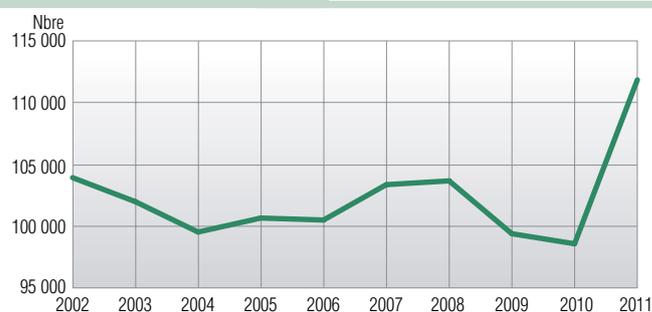
En 2011, près de 350 000 visiteurs (touristes + croisiéristes) se sont rendus en Nouvelle-Calédonie, soit 66 000 de plus qu'en 2010. Ce record est atteint grâce à une hausse exceptionnelle des arrivées de touristes (+13 500), conjuguée à l'envol des arrivées de croisiéristes (+52 500). Parmi les voyageurs qui séjournent traditionnellement en Nouvelle-Calédonie, les Métropolitains font la différence en 2011. D'autres, en provenance des îles du Pacifique, sont venus en nombre cette année. La visite présidentielle et les Jeux du Pacifique auront ainsi particulièrement marqué l'activité touristique et, dans une moindre mesure, hôtelière de l'année 2011.

Du jamais vu pour les arrivées de touristes

En 2011, 112 000 touristes sont venus visiter la Nouvelle-Calédonie. Cette fréquentation est loin devant la moyenne de ces dix dernières années, autour de 101 000 arrivées par an.

La Nouvelle-Calédonie a accueilli près de 13 500 touristes de plus qu'en 2010. Les trois quarts de ces arrivées supplémentaires se sont produites en juillet, août et décembre (respectivement +2 100, +4 600 et +3 000 touristes sur un an). Le pic d'août est directement lié à deux événements majeurs :

Évolution du nombre de touristes



Source : Direction Régionale des Douanes

Évolution mensuelle des arrivées de touristes



Source : ISEE "Enquête passagers"

le séjour du Président de la République, du 26 au 28 août, et les Jeux du Pacifique, du 27 août au 10 septembre.

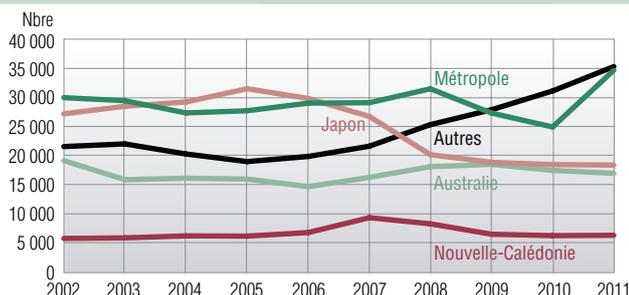
Parmi ces touristes supplémentaires, près de trois sur quatre sont Métropolitains.

Loin derrière l'affluence métropolitaine, avec ses 18 500 touristes, le marché japonais se situe au 2^e rang en 2011. Depuis le pic de 2005 (31 500 arrivées), les Japonais délaissent progressivement la Nouvelle-Calédonie, mais ce

marché s'est stabilisé en 2011. La progression du 1^{er} trimestre (830 arrivées de plus qu'en 2010) ne s'est pas confirmée

par la suite, particulièrement au 3^e trimestre où les arrivées chutent fortement (-770 touristes). Cette évolution ne résulte pas du tsunami qui a dévasté les côtes nippones en mars 2011, mais d'un choix de vacances des Japonais. En effet, ils ont été plus nombreux à partir en vacances à partir de juillet 2011, mais ont

Évolution mensuelle des arrivées de touristes par origine



Source : ISEE "Enquête passagers"



préférés des destinations limitrophes plutôt que l'Océanie.

Avec 6 500 visites, la clientèle néo-zélandaise est stable en 2011. Le recul des arrivées au 2^e trimestre 2011 (260 touristes de moins qu'au 2^e trimestre 2010) a pénalisé les bons résultats du reste de l'année. Au total, les arrivées de 2011 sont conformes à celles de la décennie, hormis les pics de 2007 et 2008.

Les Australiens sont moins nombreux à s'être rendus en Nouvelle-Calédonie, malgré un cours du change qui leur était favorable. Ce repli, marqué sur les 1^{er} et 4^e trimestres (-500 arrivées chacun), a été atténué par les 450 arrivées de plus entre avril et septembre.

En 2011, les arrivées en provenance d'Océanie (hors Australie et Nouvelle-Zélande) s'envolent : +3 050 touristes, venus pour la plupart en août. 1 000 arrivent de Wallis et Futuna, 400 du Vanuatu et 1 650 de pays voisins du Pacifique qui habituellement viennent peu en Nouvelle-Calédonie. Ces 1 650 arrivées sont liées aux Jeux du Pacifique, épreuves sportives auxquelles participaient des concurrents de 22 pays et territoires de la zone, tels que Tonga, Fidji ou Samoa.

Avec 8 000 touristes en 2011, les voyageurs de Wallis et Futuna sont cette année plus nombreux que ceux de Nouvelle-Zélande. Parmi les marchés secondaires, les voyageurs venus de Corée du Sud et de Chine augmentent (respectivement +300 et +150 touristes). Le nombre de Coréens a doublé depuis l'ouverture d'une liaison aérienne entre Nouméa et Paris via Séoul. À l'inverse, les arrivées de Réunion et de Mayotte peinent à décoller : l'engouement de 2009 suite à l'ouverture d'une nouvelle desserte a laissé place à un ralentissement (+300 touristes entre 2009 et 2010) puis à

Évolution des arrivées de touristes par pays de résidence

	2010	2011	Variation
Métropole	24 960	34 647	38,8
Japon	18 534	18 455	-0,4
Australie	17 551	17 040	-2,9
Nouvelle-Zélande	6 406	6 467	1,0
Autres Océanie	17 329	20 375	17,6
Autres	13 782	14 891	8,0
Total	98 562	111 875	13,5

Source : ISEE "Enquête passagers"

Unités : nbre, %

une désaffection (-400 entre 2010 et 2011). Cette desserte devrait d'ailleurs s'éteindre fin 2012.

Les vacances ou la visite aux amis ou à la famille sont les principaux motifs de séjour sur le territoire.

Les Métropolitains privilégient le tourisme affinitaire. À l'inverse, les voyageurs d'Australie, d'Amérique et dans une moindre mesure d'Asie (hors Japon) viennent en Nouvelle-Calédonie pour affaires. Ainsi,

en 2011, près d'un voyageur sur cinq arrivé à Tontouta venait pour des raisons professionnelles.

En dix ans, la clientèle d'affaires a presque doublé.

Le tourisme d'affaires se développe Elle accompagne le développement des projets miniers et

métallurgiques. Conséquence du développement du tourisme d'affaires, un hôtel dédié à cette clientèle ouvre à Nouméa en 2012 et certains hôtels de tourisme offrent désormais des prestations d'affaires (salles de conférence etc.).

Évolution des nuitées par catégorie d'hôtel et par type de clientèle

Type de clientèle	2010	2011	Variation
Non résidents	279 406	316 228	13,2
Résidents	256 019	347 656	35,8
Catégorie d'hôtel			
1 étoile	74 388	58 467	-21,4
2 étoiles	148 497	151 774	2,2
3 étoiles et +	312 540	453 643	45,1
Total	535 425	663 884	24,0

Source : ISEE "Enquête hôtelière"

Unités : nbre, %

En 2011, l'activité hôtelière de Nouméa atteint un record : 664 000 nuitées (+24%). Cette hausse est due aux clients locaux plus encore qu'aux touristes.

En un an, les résidents ont consommé 91 700 nuitées de plus ; une telle hausse ne s'était encore jamais vue. Les nuitées des locaux ont pratiquement triplé en dix ans, avec 350 000 nuitées en 2011 contre 128 700 en 2002.

Les touristes, quant à eux, ont consommé 316 200 nuitées, soit 36 800 de plus qu'en 2010

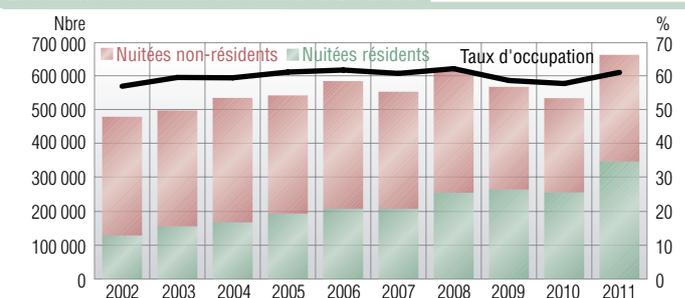
Les hôtels de Nouméa stimulés par les touristes, mais surtout par les locaux (+13%). Plus nombreux sur un an, ils séjournent aussi plus longtemps sur le territoire, particu-

lièrement les Japonais et les Australiens. Pourtant ils vont moins souvent à l'hôtel qu'il y a dix ans (351 800 nuitées en 2002).

Un touriste sur deux loge à l'hôtel, un sur trois chez ses amis ou sa famille et 7% préfèrent une location. Traditionnellement, les touristes de Métropole et du Pacifique séjournent plus volontiers chez des proches, contrairement aux autres voyageurs, qui préféreront l'hôtel. Toutefois, en 2011, plus de Métropolitains sont allés à l'hôtel (25 000 nuitées de plus qu'en 2010), particulièrement dans le haut de gamme. 11 000 de ces nuitées supplémentaires ont été consommées en juillet et en août. La présence du Président de la République, de ses équipes et des journalistes qui ont suivi l'événement, ainsi que l'implication de RFO-Paris dans la retransmission des jeux de NC 2011 auront profité à l'activité hôtelière.

NC 2011 tire les arrivées du Pacifique

Évolution de l'activité des hôtels de Nouméa



Source : ISEE "Enquête hôtelière"

Progression de 4 points
du taux d'occupation

L'augmentation des nuitées vendues entraîne un meilleur remplissage des hôtels de Nouméa. Ainsi, le taux d'occupation passe de 58% en 2010 à 62% en 2011. Pourtant, la capacité d'accueil à Nouméa avait augmenté avec l'ouverture du Royal Tera en mars.

Par hôtels, les 1 étoile sont les plus remplis (78%), devant les 2 (69%) puis les 3 étoiles et plus (57%). Toutefois, l'augmentation des nuitées sur un an profite essentiellement aux hôtels de standing avec 141 000 nuitées de plus qu'en 2010, contre +3 300 pour les hôtels 2 étoiles. Les hôtels 1 étoile perdent 16 000 nuitées par rapport à 2010. Ils subissent la désaffection de la clientèle locale (-9 000 nuitées) et métropolitaine (-4 000). À l'inverse, ces clientèles ont davantage séjourné dans des hôtels de standing (+98 000 nuitées pour les résidents et +25 500 pour les Métropolitains). Les hôtels 2 étoiles, quant à eux, ont bénéficié de l'afflux des Métropolitains, des locaux et des Japonais, qui a compensé le recul des Néo-Zélandais et des Australiens.

En 2011, la dépense des touristes non résidents est estimée à 13 milliards de F.CFP (hors transport aérien international), en hausse de 14% sur un an grâce aux arrivées plus nombreuses. Cette hausse sur un an profite pour

moitié aux activités d'hébergement et de restauration.

En 2011, près de 236 000 croisiéristes ont fait escale en Nouvelle-Calédonie,

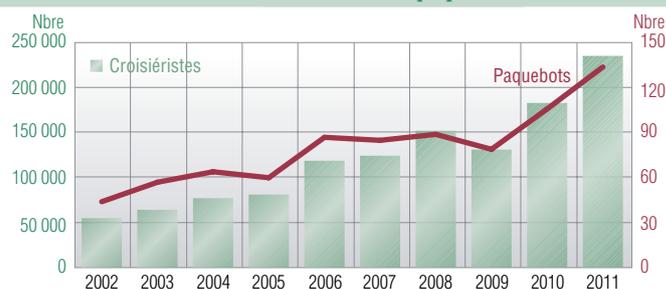
soit 52 500 de plus qu'en 2010. Ce pic des arrivées prolonge celui déjà constaté en 2010 (52 000 passagers de plus qu'en 2009). Le nombre de croisiéristes a doublé en cinq ans.

Comme pour les touristes, les arrivées plus nombreuses de croisiéristes rapportent davantage à la Nouvelle-Calédonie. Ainsi, les dépenses directes des croisiéristes auprès des entreprises calédoniennes (hors transport international) sont estimées à plus d'un milliard de F.CFP en 2011, soit 32% de plus sur un an. Ces

recettes supplémentaires bénéficient pour moitié aux transports locaux (notamment les taxis) et pour un quart au "shopping".

Nouméa, principale escale des bateaux de croisière, concentre plus des trois quarts des dépenses des croisiéristes ; elles augmentent de 35% sur un an. Les dépenses aux autres escales (île des Pins et Lifou) progressent elles aussi (+15%) avec l'essor des arrivées (respectivement +64% et +40% sur un an). La Nouvelle-Calédonie devrait continuer à profiter de l'essor mondial du tourisme de croisière. Ainsi, Maré sera une escale de plus proposée aux croisiéristes à partir de mi-2012 et un armateur de luxe pourrait inclure le pays dans son programme de 2014.

Évolution des arrivées de croisiéristes et de paquebots



Sources : ISEE/Direction de la Police Aux Frontières en Nouvelle-Calédonie, Port Autonome

CHIFFRES CLÉS

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 p
Démographie										
Taux de natalité (pour mille habitants)	18,9	18,2	nd	nd	nd	nd	nd	nd	16,7	nd
Taux de mortalité (pour mille habitants)	5,1	5,0	nd	nd	nd	nd	nd	nd	4,8	nd
Taux d'accroissement naturel (pour mille habitants)	13,9	13,2	nd	nd	nd	nd	nd	nd	11,9	nd
Taux de mortalité infantile (pour mille naissances)	6,9	5,9	6,3	6,2	5,4	6,1	5,0	5,6	4,6	nd
Population estimée au 1 ^{er} janvier (nbre)	219 387	223 592	nd	nd	nd	nd	nd	nd	248 000	252 000
Voyages des Calédoniens (nbre)										
Calédoniens ayant voyagé hors du territoire	72 221	78 461	89 321	95 859	100 170	106 377	111 598	119 035	131 580	123 564
Marché de l'automobile (nbre)										
Immatriculations de véhicules neufs	9 469	10 284	10 586	11 489	12 215	13 439	13 639	13 246	13 684	13 580
dont voitures particulières	6 658	7 179	6 950	7 397	7 251	7 717	7 853	7 246	7 354	7 525
Emploi salarié (nbre, F.CFP)										
Salarisés du secteur privé (moyenne annuelle)	43 414	44 485	46 513	48 623	51 301	53 811	57 031	58 742	61 009	63 588
Salarisés du secteur public (moyenne annuelle)	nd	19 986	20 600	20 970	21 365	22 216	22 965	23 395	23 871	24 151
Salaires Minimum Garanti mensuel (SMG, au 1 ^{er} janv.)	100 000	100 000	103 411	110 000	115 000	120 000	120 864	124 406	125 464	140 000
Salaires Minimum Agricole Garanti mensuel (SMAG, au 1 ^{er} janv.)	79 934	85 000	86 109	93 500	97 750	102 000	102 733	105 745	106 644	119 000
Marché du travail (nbre)										
Demandeurs en fin de mois (moyenne annuelle)	10 511	10 187	9 632	8 725	7 049	6 572	6 601	6 982	7 325	6 873
Nouvelles offres d'emploi déposées	5 492	5 827	5 169	5 519	9 226	9 415	11 292	11 689	10 988	12 244
Conflits sociaux (jour de travail perdu)										
Secteur privé "hors mines"	12 170	8 258	22 301	33 466	34 360	21 529	7 913	23 486	13 763	19 238
Prix à la consommation (%)										
Indice des prix (déc. de chaque année, base 100 en déc. 2010)	86,9	87,7	88,5	90,8	92,1	93,8	97,3	97,4	100,0	102,6
Inflation (glissement sur les douze derniers mois)	1,5	1,0	0,9	2,6	1,4	1,8	3,7	0,2	2,7	2,6
dont alimentation	2,3	1,7	1,4	2,4	0,7	4,5	4,6	1,0	2,8	4,0
tabac	0,0	0,0	0,0	7,0	7,2	0,0	7,2	2,9	13,1	12,1
produits manufacturés	0,5	-0,1	-0,1	-0,2	-0,5	-0,1	-0,4	0,4	0,2	0,8
énergie	-0,4	0,8	0,2	6,5	4,7	1,4	10,1	-10,0	5,2	7,7
services	2,2	1,1	1,3	3,1	1,7	1,2	3,1	2,0	2,2	1,4
Échanges extérieurs										
Importations (million de F.CFP)	127 178	163 869	156 767	170 692	200 841	244 096	262 188	220 223	298 500	316 708
Exportations (million de F.CFP)	62 422	82 865	98 859	104 774	128 168	177 868	104 853	85 162	134 588	146 213
dont produits miniers et métallurgiques	56 101	75 545	89 949	94 859	120 464	171 286	98 218	76 882	127 996	136 744
Taux de couverture (%)	49,1	50,6	63,1	61,4	63,8	72,9	40,0	38,7	44,8	46,2
Monnaie (million de F.CFP)										
Masse monétaire	229 094	237 364	274 318	297 389	344 036	385 032	422 744	463 076	516 981	533 435
Circulation fiduciaire	10 473	10 748	11 499	11 504	12 517	12 846	13 626	14 106	14 666	15 931
Dépôts à vue	96 583	104 416	133 907	146 026	177 762	188 185	196 491	214 179	245 223	246 501
Comptes sur livret	41 178	53 136	57 419	62 560	64 895	67 636	75 157	89 203	92 529	98 942
Comptes Épargne-Logement	220	546	715	776	831	750	693	699	676	617
Dépôts à terme et bons	80 640	68 518	70 778	76 523	88 031	115 615	136 777	144 889	163 887	171 444
Concours de caractère bancaire	371 276	400 812	437 416	475 410	526 430	618 957	715 784	771 025	845 107	907 298
Finances publiques (million de F.CFP)										
Recettes										
Nouvelle-Calédonie	82 560	90 242	103 333	117 765	127 852	151 807	163 910	188 475	194 650	183 921
Province des îles Loyauté	10 160	10 031	12 789	11 882	15 016	16 407	21 395	21 895	18 401	nd
Province Nord	18 141	18 894	24 267	27 581	31 812	34 883	32 651	52 643	55 520	nd
Province Sud	31 910	32 194	32 698	36 895	38 780	43 484	57 222	44 777	49 616	55 714
Dépenses										
Nouvelle-Calédonie	83 185	88 763	96 484	107 665	127 420	136 241	180 056	167 694	169 010	178 400
Province des îles Loyauté	10 138	10 511	12 503	10 766	11 291	13 217	15 006	16 710	16 862	nd
Province Nord	18 621	18 981	19 453	19 209	20 596	21 729	23 337	41 176	44 614	nd
Province Sud	32 793	31 513	31 938	37 507	41 820	43 893	47 442	50 920	52 325	54 598
Dépenses de l'État en Nouvelle-Calédonie	nd	147 181	147 277							
Comptes économiques										
Produit intérieur brut (milliard de F.CFP)	472,0	518,5	565,5	598,4	663,3	768,0	736,3	749,2	812,1	nd
Taux de croissance réel (%)	2,5	4,8	3,9	3,6	5,7	4,2	0,8	2,3	3,7	nd
Produit intérieur brut/Habitant (millier de F.CFP)	2 165	2 339	2 507	2 608	2 842	3 235	3 050	3 051	3 251	nd
Entreprises (nbre)										
Créations d'entreprises (champ ICS)	2 425	2 704	3 016	3 392	3 526	3 793	4 089	4 539	5 047	5 106
Taux de création (%)	14,5	16,4	17,8	19,0	18,8	19,3	19,5	20,2	20,7	19,2

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 p
Agriculture (tonne)										
Production de viande (abattages contrôlés)	5 643	5 734	5 808	5 346	4 957	5 223	5 520	5 454	5 680	5 830
Bovine	4 016	4 049	4 042	3 524	2 992	3 131	3 147	3 192	3 425	3 414
Porcine	1 627	1 685	1 766	1 822	1 965	2 093	2 373	2 262	2 255	2 416
Production marchande de légumes	11 641	11 627	11 973	10 869	12 141	9 844	11 616	10 044	10 120	11 562
Légumes (y.c tubercules, squashes et oignons)	9 697	10 565	10 593	9 205	9 875	9 129	9 843	8 556	9 007	9 689
Pommes de terre (achats OCEF + nouvelles)	1 944	1 062	1 380	1 664	2 266	715	1 773	1 488	868	1 695
Production marchande de fruits	3 543	2 876	4 258	4 248	5 560	5 558	5 252	4 407	4 694	3 902
Production de céréales	3 994	6 084	5 312	6 290	3 956	5 781	4 203	2 664	3 335	2 597
Pêche-Aquaculture (tonne)										
Exportations de produits de la mer	2 636	2 695	2 942	3 112	2 663	2 267	2 326	2 368	2 131	1 749
dont crevettes	1 410	1 275	1 509	1 709	1 786	1 307	1 295	1 079	746	708
thons	1 059	1 182	1 173	1 182	626	656	725	947	1 095	844
holothuriers	45	69	82	51	57	94	77	48	26	34
coquilles de trocas	78	100	120	153	187	198	199	277	228	144
Production de crevettes (des fermes membres du GFA)	1 815	1 703	2 210	2 339	2 278	1 843	2 036	1 830	1 156	1 539
Mines-Métallurgie										
Extraction minière (millier de tonnes humides)	5 942	6 625	7 033	6 445	6 179	7 575	6 459	6 094	8 698	8 844
Latérites	2 117	2 230	2 234	1 850	2 015	2 067	1 574	1 710	2 691	3 189
Saprolites	3 825	4 396	4 799	4 595	4 164	5 508	4 885	4 385	6 007	5 655
Production métallurgique (tonne de nickel contenu)	59 867	61 523	55 180	59 576	62 378	59 796	51 031	52 132	53 940	61 397
Ferro-nickels	48 650	50 666	43 016	46 738	48 723	44 954	37 467	38 230	39 802	39 983
Mattes	11 217	10 857	12 164	12 838	13 655	14 842	13 564	13 902	13 917	13 847
NHC	///	///	///	///	///	///	///	///	222	7 568
Cours du nickel au LME (USD/Lb)	3,07	4,37	6,27	6,72	11,00	16,89	9,58	6,65	9,89	10,39
Cours du dollar (en F.CFP)	126,69	105,73	96,11	96,03	95,23	87,19	81,59	85,90	90,14	85,78
Énergie										
Production d'électricité (Gwh)	1 749	1 758	1 678	1 883	1 873	1 926	1 880	1 944	2 131	2 256
dont thermique	1 421	1 430	1 341	1 526	1 556	1 499	1 384	1 505	1 811	1 833
hydraulique	320	323	326	339	288	390	460	397	265	375
éolienne	8	5	11	18	28	37	36	42	52	46
solaire	-	-	-	-	-	-	-	-	3	3
Construction										
Logements achevés* (nbre)	1 412	1 566	1 798	2 027	2 312	2 443	2 243	2 637	2 480	2 536
Autres constructions achevées* (nbre)	310	359	383	422	422	424	520	526	537	585
Consommation de ciment (tonne)	103 808	102 996	115 288	123 117	133 248	135 192	139 498	138 816	160 719	140 282
Index BT21 (déc. de chaque année, base 100 en déc. 2000)	103,72	104,99	110,98	113,84	119,14	123,36	135,34	129,04	133,81	139,33
Effectifs salariés (moyenne annuelle)	5 630	5 592	6 140	6 533	7 188	7 737	8 219	8 428	8 734	9 138
Transport aérien										
Trafic international (aéroport de Tontouta)										
Passagers (nbre)	355 644	364 990	385 242	407 746	414 990	442 535	451 834	460 219	477 985	491 387
Marchandises (tonne)	5 094	5 198	5 192	5 566	5 440	5 605	6 209	5 808	6 187	6 234
Trafic intérieur (aircal-tous les aérodromes)										
Passagers (nbre)	275 265	249 081	274 844	274 287	287 682	313 309	342 726	365 063	364 425	348 337
Marchandises (tonne)	nd	1 428								
Transport maritime (millier de tonnes)										
Trafic international	4 701	5 114	5 584	5 210	5 260	6 028	5 173	5 420	7 255	7 273
Trafic intérieur	3 232	3 262	3 001	3 038	3 436	3 503	3 100	2 996	3 335	3 329
Tourisme										
Touristes (nbre)	103 933	101 983	99 515	100 651	100 491	103 363	103 672	99 379	98 562	111 875
Durée moyenne de séjour sur le territoire (jour)	16,3	15,6	16,2	16,8	19,1	19,6	19,7	21,1	20,0	19,5
Croisiéristes (nbre)	54 925	64 273	77 115	81 215	118 898	124 467	152 250	131 231	183 245	235 684
Nuitées dans hôtels de Nouméa (nbre)	480 477	499 102	536 363	543 614	586 082	554 571	615 408	569 041	535 425	663 884
dont nuitées des non résidents	351 765	343 490	369 085	350 379	379 146	347 317	360 233	304 274	279 406	316 228
Durée moyenne de séjour à l'hôtel (jour)	4,0	4,4	4,5	4,4	3,7	2,4	2,9	2,5	2,0	1,9
Taux d'occupation des chambres (%)	57,1	59,7	59,6	61,3	61,9	60,9	62,3	58,8	57,9	61,2

* ayant reçu l'attestation COTSUEL.



 Selectys
